

Aux origines historiques et politiques d'ACC

La revue "*A Contre Courant (syndical et politique)*" a une histoire, qui est sa vérité politique : c'est celle de son projet, c'est-à-dire des intentions, des bases et des circonstances qui nous ont amenés à la fonder; c'est celle des efforts qui ont permis à ce projet de se traduire dans les faits pendant près de trente ans, ainsi que des aléas, voire des vicissitudes qu'il avait fallu surmonter pour cela; et enfin, c'est celle de son épuisement, voire de la dégradation du projet initial, dans le monde tel qu'il est aujourd'hui. Et c'est ce qui nous amène, du fait même de la nature de notre projet politique, à y mettre un terme.



Dessin paru sur la dernière page du n° 3 (avril 1989) d'«*A Contre Courant syndical et politique*».

C'est la première apparition de Soeur Marie Thérèse des Batignoies (une créature de Maëster; 4 albums parus aux Editions Fluide Glacial) dans un numéro d'*ACCsp*. Son scepticisme iconoclaste, plusieurs fois étalé dans nos colonnes, n'était pas très éloigné du nôtre.

En effet, toutes les réalisations politiques finissent par disparaître, soit parce qu'elles sont balayées, soit par décomposition ou éclatement, soit - plus rarement - parce que leurs auteurs y mettent eux-mêmes un terme. Le pire en la matière est l'illusion de la survie, soit que la même réalité survive sous un autre nom (par exemple, une police politique "socialiste" peut succéder à une police politique tsariste, en recyclant ses agents et ses archives), soit que le même nom puisse couvrir des réalités bien différentes (par exemple, une "Internationale ouvrière" peut désigner une Association de révolutionnaires sans attaches, forts seulement de leurs idées, une coalition peu contraignante de Partis sociaux-démocrates officiels ou une officine de révolutionnaires professionnels, voire d'espions prêts à manipuler "tout ce qui est rouge et qui bouge").

L'autodissolution est une manière d'éviter une survie trompeuse.

Dans la suite de mai-juin 1968

Le projet politique d'ACC a germé dans l'esprit de militants formés dans et par les luttes des décennies 1960 et 1970. Même si, en France, mai-juin 68 en a marqué un incontestable sommet, ce moment révolutionnaire n'a pas été sans ambiguïtés, sinon sans contradictions. Sa double origine, étudiante et ouvrière, contenait des germes divers dont les plus néfastes ont été d'une part, la possibilité d'une génération carriériste, "avisée es-révolutions", dans tous les domaines de la vie intellectuelle, sociale et même économique (qui a été et demeure un agent important de la contre-révolution qui a suivi), et d'autre part, la possibilité d'une récupération politique majeure (dont les "Assises du socialisme" en 1974 ont clairement été le signal), ainsi que la floraison de multiples groupuscules anarchistes et surtout gauchistes, prétendant depuis lors et en dépit du bon sens, incarner le "Mouvement Social", et cela d'autant plus vivement que celui-ci est plus absent. Carriéristes, récupérateurs et gauchistes sont bien sûr plus souvent d'anciens "étudiants révolutionnaires" que des ouvriers des usines occupées, même si cette "génération" est aussi en passe d'être relayée.

Ce qui marquait par contre la décennie 1960, c'est l'hégémonie du PC et de la CGT dans le mouvement ouvrier français, dominé par des cadres de la Fonction Publique et une "aristocratie ouvrière" en mal de reconnaissance sociale, qui orientaient celui-ci principalement vers une lutte pour l'élévation du niveau de vie ouvrier et partant, vers une intégration à "la société de consommation" alors naissante en France. C'est pourquoi les premières luttes autonomes sont venues surtout des marges (numériquement importantes) du mouvement ouvrier, c'est-à-dire des secteurs peu qualifiés, du monde des O.S., pour lesquels l'enjeu immédiat était d'abord l'amélioration des conditions de travail, la lutte contre les fameuses "cadences infernales" ; et c'est de là qu'ont pu naître les premières tendances vers l'auto-organisation des luttes et l'idée-projet d'autogestion des conditions de la production et du travail. Tendances longtemps souterraines, mais qui ont clairement émergé dans le "mouvement des occupations" en mai-juin 68, et qui se sont confortées pendant la décennie suivante. Il va de soi qu'elles ne pouvaient que se heurter au PC et à la CGT pour lesquels l'horizon (lointain, Guerre Froide oblige !) restait la planification centralisée et la discipline du travail, et dont le présent était surtout la lutte contre toute forme de "spontanéisme", c'est-à-dire d'auto-organisation ouvrière qui remettait en cause son hégémonie. La démonstration de ce fait, qui avait

cours depuis longtemps dans les usines, se fit à ciel ouvert pendant les "événements", et après : un "soviet", c'est-à-dire un conseil ouvrier, une assemblée de travailleurs, n'avait pas d'intérêt pour le PC s'il ne pouvait être contrôlé ou du moins manipulé (le premier "gauchiste" venu pense d'ailleurs la même chose, mais ayant moins de moyens, il doit davantage composer).

Et c'est là que la CFDT a pu jouer son éphémère rôle historique (nous parlons de son rôle positif, pas de sa fonction contre-révolutionnaire qui, elle, ne dure que depuis trop longtemps...). La liquidation de la CFTC n'avait pas

seulement un enjeu de déconfessionnalisation et de radicalisation, admettant la réalité d'une lutte des classes ; elle s'est traduite aussi par la mise en place de statuts démocratiques (qui justifieront en partie le D, mais qui ne surviendront pas longtemps au leadership d'Eugène Descamps), lesquels pouvaient permettre à des travailleurs combattifs, voire révolutionnaires, d'y trouver leur place tout en considérant seulement le syndicat comme un moyen de lutte, un instrument et non comme une fin en soi, une organisation à défendre envers et contre tout, voire un tremplin ou un boulevard pour une carrière; et donc encore bien moins comme une courroie de transmission politique ou un moyen pour contrôler les travailleurs en lutte et éviter leurs "débordements". Une brillante démonstration de ce qui avait été ainsi possible fut donné en mars 1977 encore, lorsque des ouvriers alsaciens, syndiqués ou non, dont certains seront des "fondateurs" d'ACC, ont pris en otage ... les automobiles de la collection de deux capitalistes abuseurs de biens sociaux, les dénommés frères Schlumpf, qui jetaient à la rue des travailleurs (et surtout des travailleuses) qui ne leur servaient plus ; ils en font un "musée sauvage" et forcé les instances de la CFDT peu enthousiastes, à les couvrir et à négocier avec l'État; un chef-d'œuvre tactique dans la lutte des classes, dont l'histoire reste à faire du point de vue ouvrier. De même, le paravent CFDT avait son utilité dans les usines où les stalinien de la CGT ne pouvaient plus tout se permettre avec des ouvriers révolutionnaires et où les thèses du contrôle

ouvrier et les thèmes autogestionnaires pouvaient ressortir de la clandestinité où les avaient jetés l'écrasement des Soviets et des *Arbeiterräte* après la Première Guerre Mondiale.

Contre la gauche de gouvernement et ses trahisons, le pari de l'auto-organisation et ses limites

La décennie 1970 fut marquée par de très grandes contradictions : le mouvement ouvrier français était au sommet de ses possibilités, malgré l'opposition entre les tenants de l'autonomie ouvrière et ceux qui acceptaient encore l'encadrement des stalinien; mais en face, le capitalisme, déjà largement internationalisé, déclarait sa crise (ce qui équivalait, en terme de lutte de classes, à une déclaration de guerre : fini le compromis social-démocrate, trop cher, inflationniste : on ressortait l'arme de destruction sociale massive, le chômage, c'est-à-dire les licenciements, les fermetures d'usines, les restructurations, les délocalisations...). Ce qui a obligé

les travailleurs à passer insensiblement d'une attitude offensive (sur les conditions de travail, sur l'organisation de la vie sociale) à une attitude défensive (pour le maintien des conquêtes récentes). En même temps, la Gauche politique et syndicale s'emploie à la récupération des énergies militantes en faisant mine d'adhérer à un programme de démocratisation de la vie sociale, municipale, régionale, de la vie dans les entreprises et de la planification (en mettant déjà largement en avant les réformes "sociétales" qui s'attaquent le moins aux intérêts du Capital, mais satisfont à peu de frais les classes moyennes "progressistes"). Cette récupération consistait à faire croire aux ouvriers et aux travailleurs en général que seule cette Gauche institutionnelle pouvait prendre en charge leurs revendications et les mener à bien, c'est-à-dire changer les rapports de pouvoir dans l'entreprise, dans l'État, dans la vie sociale, et même "*changer la vie*", comme disait le PS de l'époque.

Et cette Gauche arrive au pouvoir en 1981. Non seulement elle ne change en rien les rapports de pouvoir, mais elle n'assume même pas une fonction défensive contre les ravages de la crise capitaliste ; et c'est sous

Mitterrand que le chômage va monter en flèche et que les SDF deviennent une catégorie sociale à part entière ! La CFDT, dont la direction et l'appareil s'étaient déjà préparés à ce rôle responsable pendant la décennie précédente, devient alors une "courroie de transmission" à part entière du nouveau pouvoir et le PC un parti de gouvernement : sur le terrain du contrôle du mouvement ouvrier, le dispositif était bien bouclé.

C'est dans ce contexte et contre cette situation que va naître dans la vallée de Thann un petit collectif de militants décidés à ramer "contre le courant politique et syndical" dominant, espérant bien ne pas rester seuls dans cette galère. Pour s'amuser un peu et parce que ça sonnait bien, Pierre Wendling proposa de l'appeler le CLAC (Collectif de Lutte Anti-Capitaliste) de la région Thann-Mulhouse, dont la première manifestation publique sera la diffusion d'une brochure intitulée "*Critique de gauche de la Gauche*" (on peut lire la biographie de Pierre dans le n°146 de ACC qui est en ligne). Nous étions en 1984 et nous pensions que la Gauche politique et syndicale avait eu largement le temps de faire la preuve aux yeux d'un grand nombre de travailleurs de sa volonté de défendre le capitalisme et de son incapacité à changer quoi que ce soit (et surtout pas la vie - du moins, en mieux -), ce dont nous-mêmes n'avions jamais douté auparavant. Car ce qui nous paraissait important n'était pas tant de dire ce que nous pensions, mais de le faire partager au plus grand nombre de travailleurs qui avaient lutté avec d'autres perspectives pendant la décennie précédente, de contribuer à ce que d'autres, avec des options semblables, le fassent ailleurs et de nous faire connaître de ceux qui le faisaient déjà. C'est pourquoi nous avons alors "réquisitionné" les locaux de la CFDT à Mul-



house, en y organisant une réunion de 80 personnes, au grand dam des apparatchiks, pour faire connaître notre point de vue sur la Gauche en général et la dérive de la CFDT en particulier, sur la nécessité de la lutte anti-capitaliste et de l'auto-organisation ouvrière; nous en avons appelé à un *Renouveau Syndical* (premier titre de la revue qui deviendra ACCsp) pour rester audible pour ces militants CFDT, en rappelant surtout que le syndicat doit rester un moyen, un instrument de lutte au ser-

réflexion et traduit dans les faits ses thèses sur le syndicalisme interprofessionnel, embryon d'une auto-organisation sur une base locale et frein au corporatisme du syndicalisme par branche. De même, il considérait comme essentiel le fait que toute forme d'auto-organisation ouvrière se donne des moyens de réflexion et d'expression autonome, qui devaient servir non seulement à la propagation de ses idées, mais à la communication avec d'autres groupes de même nature. C'est pourquoi *Renouveau Syndical*, imprimé sur l'offset de l'Union Interprofessionnelle, était conçu non seulement comme un outil de diffusion d'idées, mais un Bulletin de liaison.

Il n'y avait bien sûr aucune exclusive dans ce choix et nous n'avons jamais imaginé constituer une fraction, une tendance ou même une opposition dans la CFDT (nous en avons croisé plus d'une par la suite et elles se sont toutes révélées stériles, n'arrivant jamais à dépasser la lutte d'appareil, et finissant du coup forcément dans la cooptation ou l'élimination) et nous étions bien sûr largement partisans du dépassement des clivages syndicaux français, même si le syndicat unique ne règle aucun des problèmes que nous rencontrons en France, là où il existe. Un petit nombre de militants nous ont alors rejoints, certains transitoirement et d'autres sont

restés, alors que le noyau initial du CLAC a subi des pertes rapidement aussi. Mais nous nous sommes rendu compte non moins rapidement que l'idée de l'auto-organisation et de la "démocratie de base", comme disait Pierre, avait déjà bien régressé dans la CFDT (ou même qu'elle n'avait jamais vraiment "pris", au delà d'une minorité). Nous nous étions aussi faits des illusions sur les (in)capacités de l'appareil : même s'ils n'étaient pas des léninistes, ils savaient tenir leurs troupes, faire barrage aux doutes qui s'insinuaient chez quelques-uns et vider les éléments vraiment gênants pour peu qu'ils occupaient une fonction qui avait un intérêt stratégique. Pour le reste, la CFDT est démocratique, comme on dit aussi à longueur de temps que l'est notre société : c'est-à-dire si peu.

Mais aujourd'hui encore demeure la question : comment un véritable changement politique et social peut-il avoir lieu si les travailleurs ne sont pas prêts et capables de prendre en mains leurs

intérêts, pour commencer dans leur syndicat, a fortiori dans leurs entreprises et dans la vie sociale ? Comment peuvent-ils soutenir "démocratiquement" des dirigeants ou des organisations qui les emmènent droit dans le mur, au lieu de s'auto-organiser, sauf dans les grèves, - et encore ? Sur quelle forme d'organisation collective et sociale peuvent déboucher les luttes d'aujourd'hui et de demain ? Et que faire du fait qu'une partie non négligeable de ceux qui sont répertoriés comme la "catégorie socioprofessionnelle" des "ouvriers" votent assez régulièrement pour la famille Le Pen ? Certes, contrairement à ce que les médias répètent, le vote FN est resté minoritaire au sein du monde ouvrier : il n'a jamais dépassé les 35% des suffrages exprimés et il est encore plus minoritaire, lorsque on l'on tient compte du fait qu'à peu près la moitié des ouvriers ne sont pas inscrits sur les listes électorales ou s'abstiennent, donc ne s'expriment pas ; ce qui cependant ne nous permet pas de savoir comment ils se situent par rapport aux thèmes et aux thèses politiques de l'extrême-droite. Il est évident aussi que les travailleurs ont aussi été amenés auparavant à voter nombreux pour un parti stalinien, et par la suite pour un parti "socialiste" qui tous deux n'allaient pas non plus dans le sens de leurs intérêts de classe; il est évident enfin que le vote n'est pas un reflet mécanique de la conscience de classe (il n'y a pas de toute façon de "vote révolutionnaire"). Mais tout de même, nous sommes obligés de nous demander aujourd'hui si notre énorme confiance pendant les années 1970 dans la "spontanéité ouvrière" n'était pas illusoire...

Le refus de tout avant-gardisme

Cette confiance s'accompagnait aussi d'un choix politique clair et commun à tous les membres du collectif (et elle le fondait en même temps) : dès le début, et aujourd'hui encore, nous avons refusé l'alternative avant-gardiste, et plus particulièrement le parti dans sa forme léniniste. Le parti ne peut être que l'embryon d'un appareil d'État, voire la matrice d'une nouvelle classe dominante. Il n'y a pas, il n'y a jamais eu de Parti Révolutionnaire, il n'y a eu que des partis visant le pouvoir d'État, ce pouvoir fût-il étiqueté "révolutionnaire". C'est pourquoi nous avons d'emblée exclu toute association avec des "groupuscules gauchistes" s'imaginant ou même se proclamant l'embryon du "Parti Révolutionnaire" (il ne peut évidemment y avoir qu'un, mais les candidatures ont été nombreuses !) et du coup dissuadé par



Publié sur la dernière page du n° 39 (novembre 1992) d'«A Contre Courant syndical et politique». Quelques-uns de nos doutes sont perceptibles...

vice des travailleurs et que la "ligne", les choix, les objectifs devaient se déterminer à la base et non dans les bureaux de ceux qui fréquentaient les cabinets ministériels, sinon les salons patronaux.

Pourquoi donc la CFDT ? Moins par illusions ou attachement sentimental - même si cela existait aussi chez certains d'entre nous - que parce que nous y étions la plupart depuis pas mal d'années, nous y connaissions du monde ou même nous y étions connus ; sur le fond, c'était surtout parce que c'est là que nous avions le plus de chance de rencontrer les travailleurs animés par l'idée de l'auto-organisation et la lutte pour l'autogestion des conditions de travail, voire le pouvoir ouvrier, ceux qui l'avaient rejoint dès la fin des années 1960 et pendant la décennie suivante. C'était l'esprit dans lequel agissaient les membres du CLAC qui aimaient les sections CFDT des "Potasses et Produits Chimiques de Thann" et de "Air Industrie" : Pierre y avait mené avec ses camarades une

notre discours leurs membres de nous rejoindre. Par contre, nous avons cru possible de collaborer avec des groupes (ou des individus) qui se réclament du courant libertaire, dans la mesure où leur objectif (lointain !) n'est pas le pouvoir d'État, mais sa suppression et où leur rapport immédiat à la démocratie "à la base" est différent.

Notre refus du léninisme et de ses avatars staliniens et gauchistes de tous poils, est motivé sur son postulat implicite : dans l'avant-garde révolutionnaire, "le savoir donne le pouvoir" dans l'organisation, puis en cas de succès révolutionnaire, donne à celle-ci le pouvoir sur le prolétariat et la société toute entière. Ce postulat est évidemment une justification illusoire et le stalinisme, le maïsisme ont montré ce

riat. *L'encadrement capitaliste* Editions L'Harmattan 1989 ; et en particulier le dernier chapitre: "la face cachée du socialisme" afin de ne pas prendre des vessies pour des lanternes). Le malheur historique est que cette avant-garde léniniste a totalement compromis l'héritage de la théorie critique de Marx sous le label de "marxisme", voire "socialisme scientifique", et plus encore comme idéologie officielle des supposés "socialismes existant" en URSS, en Chine "Populaire", au Vietnam et ailleurs encore; et elle a ainsi donné bien des arguments aux polémiques rageuses des intellectuels conservateurs, pour en arriver à un discrédit presque complet des apports de Marx. Et il suffit de constater ce que donne

une critique de notre société qui prétend se dispenser de ces apports en s'intéressant un moment à l'idéologie invertébrée des écologistes dits "de gauche", qui par ailleurs reproduisent dans leur comportement politique au quotidien les pires excès et stupidités des sociaux-démocrates, des staliniens et des gauchistes de tous poils (ce sont bien sûr parfois les mêmes, simplement repeints en vert, mais les plus jeunes ne font guère mieux !)

Le fait est que la plupart des groupuscules d'extrême-gauche sont essentiellement composés de membres de la classe de l'encadrement, et les autres sont au moins dominés par eux. Sans tomber dans les pièges de l'ouvriérisme, mais sachant que la méfiance spontanée des ouvriers à l'égard des intellectuels "donneurs de leçons" et surtout pensant à la place des autres, était largement justifiée par l'histoire du mouvement populaire, le CLAC s'est voulu au départ un groupe essentiellement ouvrier. Mais ce principe n'a pas pu être maintenu car beaucoup d'ouvriers commençaient déjà à se démobiliser à l'époque (et certains

étaient brisés par la répression patronale, pour laquelle les "licenciements économiques" ont été fort utiles pour cela), d'autres - y compris les plus combattifs - étaient récupérés par les syndicats et une fois permanents, leur combativité s'émoussait assez fortement (il y a des exemples célèbres, et pas seulement à la CFDT !); ils étaient alors "protégés" contre les licenciements certes, mais comme la Mafia "protège" ses membres et ses victimes. Et ceux qui nous ont rejoints étaient rarement des ouvriers. Nous

avons cependant voulu remédier à toute forme larvée de "pouvoir intellectuel" dans le collectif en demandant à tous d'écrire autant que possible et surtout en discutant tous les textes qui, une fois acceptés, étaient publiés sans signature et engageaient tout le groupe. Ce principe, essentiel pour la démocratie interne, a tenu longtemps, mais s'est perdu aussi. Dans la seconde vie d'ACC, la plupart des textes étaient signés, souvent par les mêmes plumes, ou encore "importés" (parus ailleurs) : mais du coup, la revue devenait surtout une édition et une diffusion d'idées, ce qui était loin du projet initial. Aujourd'hui, nous voulons pour une dernière fois redonner vie à ce principe si essentiel.

La fusion avec la Gauche Autogestionnaire de Lorraine-Champagne

Bien avant cette dérive, c'est pourtant avec un groupe politique que le CLAC va faire alliance dès l'année 1985, la Gauche Autogestionnaire de Lorraine-Champagne (GALCh), animé par notre ami disparu en 1988, René Schulbaum et par Jean Fortchantre : une alliance dans laquelle chaque groupe gardait tout d'abord son autonomie politique, mais qui s'est traduit par des liens d'amitié réels et une publication commune, la première version de "A Contre-Courant", qui paraît en janvier 1986 et qui se voulait aussi un "bulletin d'informations, de liaison et de débats". Mais la GALCh était en réalité un groupe politique très spécial, en fait un collectif, en rupture avec le PSU, et qui avait depuis longtemps affirmé son autonomie et son implantation locale. Le PSU lui-même était sans doute le plus hétéroclite des partis politiques français (il suffit pour s'en convaincre de lire l'article qui lui est consacré sur Wikipedia) et donc, comme à la Samaritaine, "on y trouvait de tout", du pire et du meilleur. Cela tient au fait qu'il offrait une alternative à la mollesse social-démocrate, à la rigidité stalinienne et à la microscopie groupusculaire. Comme tout groupement qui se positionne plutôt aux ailes qu'au centre du dispositif politique, il servait d'abord d'école de formation politique aux jeunes qui y trouvaient des mentors de toute sorte; ensuite de tremplin comme l'a illustré emblématiquement le dénommé Rocard (mais il n'était pas le seul). Tout cela ne mériterait guère qu'on le rappelle s'il n'y avait plus que cela...

A la recherche d'un discours radical, mais se démarquant du PC (ce que les groupuscules léninistes n'avaient jamais réussi à faire, et pour

Brillant succès pour notre campagne "NUL C'EST PAS RIEN" :
2 169 171 bulletins nuls ou blancs au 2ème tour !



Eh oui, mon brave : plus de 2000 (é)lecteurs par exemplaire ! La meilleure force d'impact de la presse française.

Paru sur la dernière page du n° 43 (en avril 1993, après les élections législatives), après une campagne en faveur du vote nul qui visait à souligner les limites de la démocratie représentative.

qu'il en était : "le pouvoir donne le savoir", et permet de liquider en même temps tout débat démocratique, et donc toute opposition dans le Parti et la société. Mais ce postulat condense aussi l'idéologie spontanée de la classe sociale qui apparaît organiquement avec le développement de la société capitaliste, une classe appelée par Alain Bihir (qui fait partie aussi des fondateurs d'ACC) la classe de l'encadrement (NB. si l'on veut encore aujourd'hui s'opposer sérieusement à la société existante, il faut absolument lire d'Alain "Entre bourgeoisie et proléta-

La gauche autogestionnaire

Le groupe politique «**La Gauche Autogestionnaire**» est issu du PSU au début des années 80, plus précisément après l'arrivée de Mitterrand à l'Élysée.

De nombreux militants de ce parti, refusant la dérive droite engagée par la direction - H. BOUCHARDEAU manœuvrant pour obtenir un poste ministériel, ce qu'elle aura - forment alors un groupe, minoritaires certes, dont une partie non négligeable décide de quitter le PSU au congrès de Vénissieux en 83. La GA est alors constituée de «dedans», essentiellement parisiens, et de «dehors» surtout provinciaux. Mais ce qui était prévisible est arrivé : les «dedans» suivent la direction pour rejoindre le PS. Ne restait plus alors qu'un groupe très minoritaire : quelques parisiens et d'ex adhérents se réclamant toujours de la lutte de classe et de l'autogestion, ces derniers basés en Champagne-Ardenne, en Lorraine et dans le sud de la vallée du Rhône (peu nombreux). Ce mouvement était impulsé notamment par R. SCHULBAUM, ex-membre du Bureau National du PSU.

Très vite cependant il ne resta qu'un groupe sans capacité de pouvoir peser sur le cours des choses : le recentrage syndical et politique, prélude à l'avènement du social-libéralisme. Les tentatives d'élargissement s'avèrent infructueuses, l'espoir mitterrandien s'étant converti en déception chez les masses populaires.

La fédération haut-marnaise du PSU s'était dotée d'un journal : «**Le Réveil Socialiste**» qui dès décembre 84 portait en bandeau la mention «**Gauche Autogestionnaire**». Après la disparition de ce journal, apparaît un bulletin en 87 édité par la «**GA**», intitulé «**Pour l'Autogestion**» qui sort 6 numéros jusqu'en octobre 88.

Les tentatives de rapprochement, voire de fédération avec d'autres groupes comme l'OCL n'aboutissant pas, c'est vers le CLAC (*Collectif de Lutte Anti-Capitaliste*) de Thann-Mulhouse (68) que finalement se tourne la GA. Ce groupe publie déjà un bulletin «**Renouveau Syndical 68**». Des diverses rencontres entre GA et CLAC naîtra en janvier 86 un périodique «**A Contre-Courant**» (8 numéros jusqu'en avril 88), pour aboutir en été 88 à la fusion de «**Renouveau Syndical 68**» et de «**Pour l'Autogestion**» en un périodique commun qui deviendra rapidement le mensuel «**A Contre Courant syndical et politique**» dont on annonce le décès aujourd'hui.

cause !), le PSU relance les thèmes de l'autogestion et du pouvoir ouvrier. Certes, en se référant à l'exemple yougoslave, l'autogestion du PSU ne dépassait guère la perspective d'une cogestion, voire d'une "participation" à la marche des entreprises et de la société, mais tout comme la thématique de la CFDT première manière, elle pouvait aussi être "gauchie" en une perspective d'auto-organisation des travailleurs et de Conseils ouvriers (et autres). Ce qui était bien la conception de nos camarades de la GALCh. Mais en réalité, le PSU proposait par là-même un nouveau projet politique et une nouvelle version idéologique à la classe de l'encadrement, sur laquelle il s'appuie explicitement pour la première fois, en faisant des "cadres et techniciens" ni plus ni moins que la "*nouvelle classe ouvrière*" (Serge Mallet) et donc un sujet révolutionnaire ! Après les "Assises du Socialisme" et les multiples ralliements des "psuistes" au PS, cette politique et cette idéologie s'affirment explicitement comme une "Deuxième Gauche" (que nous avons dénoncée dès 1979 comme "*la néo-social-démocratie*", dans un livre paru sous ce titre), qui est devenue hégémonique dans la gauche française jusqu'à nos jours.

Cette "Deuxième Gauche" a assez rapidement justifié l'abandon de toute perspective révolutionnaire au nom de la "*lutte contre le totalitarisme*"; son objectif intellectuel était de liquider toute référence à la pensée de Marx au sein des mouvements politiques, syndicaux et sociaux et elle y a largement réussi. Elle engageait de fait la classe de l'encadrement dans une alliance avec la classe capitaliste (par exemple dans des officines de "réflexion" - des "think tanks" - comme le Club Saint-Simon que nous dénoncions dès l'époque !) et porte dès lors de lourdes responsabilités historiques dans la "droitisation" de l'ensemble de la thématique politique et donc dans la promotion de celle du Front National, tant elle rendait et rend encore littéralement inaudible tout discours dit de "gauche" (nouvelle manière) dans les classes populaires.

En avril 1988, le CLAC et la GALCh décident de fusionner en devenant officiellement cette fois-ci une Association de type 1901. René Schulbaum, du haut de sa vieille expérience politique, avait insisté sur cette officialisation "*qui pourrait servir un jour*", et Jean Fortchandre en est devenu le président. Cette fusion était possible parce qu'il existait un accord politique réel entre nos deux collectifs, et nécessaire car ceux-ci s'étaient déjà affaiblis. Nous allions nous affaiblir encore cette année avec la disparition de René dont

l'humour et les "coups de gueule" nous ont beaucoup manqué. La conséquence principale de la création de l'association a été l'arrêt des publications précédentes (*Renouveau Syndical* - 32 numéros tout de même ! -, *Pour l'Autogestion* et ... *A Contre Courant*). Nous avons bien sûr décidé de reprendre le titre du bimestriel déjà commun aux deux collectifs, en y ajoutant la précision "*syndical et politique*" pour souligner notre volonté de rupture avec tout ce qui se faisait jusque là sur ces deux terrains. Notre ambition était alors plus que jamais de tisser des liens avec tous ceux qui voulaient rompre collectivement ou individuellement avec la social-démocratie, le stalinisme, le gauchisme, l'écologisme dit politique, la néo-social-démocratie ou le syndicalisme classique, mais qui restaient sur des positions clairement anti-capitalistes et se situaient dans l'axe de l'auto-organisation des travailleurs pour la création d'une nouvelle société.

Mais les années ont passées et "ce que ACC a été" et ce que la revue est devenue, est largement évoqué dans [l'article suivant de ce dernier numéro](#). Il s'agissait seulement ici de montrer "ce que nous voulions faire", pourquoi et contre quoi, et le choix d'en finir en beauté avec 250 numéros⁽¹⁾ s'en déduira aisément.

1) Car le n°1, réalisé pour l'obtention de l'agrément CPPAP, n'a pas été diffusé.

ENCORE PLUS FORT QUE LES ASSISES DE LA TRANSFORMATION SOCIALE...

"A
CONTRE
COURANT",
LORS
DE SON
CONGRES,
AU TOUT
DEBUT
AVRIL,
DECIDERA...



**UNE RECOMPOSITION
DERRIERE ALAIN POHER**

Paru le 1er avril 1994, sur la dernière page du n° 52.
Sans ambition ni affiliation, nous n'étions pas obligés de nous prendre trop au sérieux...

Pourquoi nous cessons de paraître

L'annonce de la cessation de parution en version papier d'*A Contre-Courant syndical et politique (ACCsp)*, après vingt-cinq ans d'existence, surprendra sans doute la plupart de ses lecteurs, anciens ou plus récents. Certains d'entre eux ont cependant pressenti que *ACC* traversait une crise depuis quelques mois, alertés qu'ils étaient par la disparition de certains noms de la composition de son comité de réalisation; et ils nous l'ont fait savoir. Cette crise n'a cependant représenté que l'épilogue, événementiel, d'un long processus dont les raisons sont multiples, en partie internes, en majeure partie externes.

Une époque contre-révolutionnaire

Nous ne vous apprendrons sans doute rien en vous disant que nous vivons depuis au moins la fin des années 1970 une situation contre-révolutionnaire. Les colonnes d'*ACCsp* en ont amplement détaillé et analysé les facteurs. Faisant suite aux luttes prolétaires et aux mouvements contestataires qui ont culminé à la fin des années 1960 en ébranlant un moment le pouvoir capitaliste en Europe occidentale et en Amérique du Nord, préparée par l'ouverture au milieu des années 1970 d'une crise structurelle du capitalisme mondial qui n'est toujours pas résolue, cette contre-révolution a pris essentiellement la forme des politiques néolibérales qui ont déferlé partout à partir de la fin de cette même décennie. A coup de restructurations de l'appareil productif, de libéralisation de la circulation internationale du capital sous toutes ses formes, de déréglementation de tous les marchés, y compris et surtout celui du travail, synonymes d'un fort taux de chômage permanent, d'un développement de toutes les formes d'emploi précaire et de flexibilisation de l'usage de la force de travail, d'austérité salariale, le tout impliquant une paupérisation au moins relative des salariés, avec son cortège de misère matérielle et morale, ces politiques ont instauré un rapport de

forces sans cesse plus favorable au capital et défavorable aux travailleurs dans les anciennes formations capitalistes centrales. Tandis que, simultanément, elles ont opéré un redéploiement de l'appareil productif permettant au capital de se valoriser à meilleur compte dans certaines zones des anciennes formations périphériques ou semi-périphériques.

Cette offensive néolibérale n'aurait cependant jamais pu s'avancer aussi loin et aussi vite si elle n'avait pas su exploiter les faiblesses du mouvement ouvrier dans les anciennes métropoles ouest-européennes et nord-américaines. Pris dans les rets institutionnels du compromis fordiste, pétrifié organisationnellement par sa bureaucratisation et fossilisé idéologiquement par un réformisme social-démocrate de plus en plus édulcoré ou sa subordination au soi-disant «socialisme réellement existant» (avant même que ne s'écroule le mur de Berlin et que n'implose l'URSS), il n'a pas été capable, dans le meilleur des cas, de s'opposer à l'offensive néolibérale et s'est trouvé progressivement lui-même littéralement balayé par cette dernière. Dans le pire des cas, tournant casaque, il s'est même fait le complice honteux ou éhonté de cette offensive, en sauvant ainsi la mise sinon de sa base, passée par profits et pertes, du moins de ses cadres et dirigeants, de leurs prébendes et sinécures.

avènement d'une nouvelle sagesse, intégrismes religieux de tout poil et de tout voile, complotisme tous azimuts, critique de la science sous prétexte des excès scientistes, etc. Autant de symptômes d'une tendance à la régression idéologique par ailleurs alimentée par l'emprise croissante de l'hypermodernité capitaliste sur des esprits d'autant plus fragilisés que leur égocentrisme et leur narcissisme peuvent désormais se parer de tout un appareillage *high tech* qui fait que, littéralement parlant, le moindre des nombrils peut se transformer en centre du monde.

Ce que *ACCsp* a été

En intitulant *A Contre-Courant syndical et politique (ACCsp)*, notre bulletin né à la fin des années 1980, nous affichions crânement notre intention de nous opposer à tout cela, sans imaginer cependant combien le dit courant contre-révolutionnaire allait devenir impétueux, multipliant les terrains d'intervention, emportant les digues censément dressées contre lui les unes après les autres, épuisant l'énergie et décourageant les efforts des uns après les autres. Nous ne pouvions pas mesurer, au départ, l'ampleur de la tâche que nous entreprenions sans quoi nous ne l'aurions sans doute jamais entreprise.

L'aspect le plus immédiat de cette tâche consistait à constituer un groupe permettant à ses membres de continuer à partager un certain nombre d'expériences et de références communes : expériences des luttes et des victoires passées, références à la nécessité d'un monde libéré de toute forme d'oppression et à la possibilité de son avènement, références aux moments révolutionnaires qui ont manifesté cette possibilité, références à un certain corpus théorique commun, etc. Un groupe soudé par la complicité, la camaraderie, la fraternité même, sachant partager joies et peines, discussions aussi bien que libations. Car nous n'aurons jamais sacrifié les plaisirs de la table et la nécessité du rire au sérieux de l'analyse et du travail politique. Sans cette convivialité re-



Pour compléter le tableau de cette situation contre-révolutionnaire, ajoutons que, en conséquence de tout ce qui précède, on a assisté au cours des trois dernières décennies à une remontée des idéologies conservatrices et réactionnaires de différents types en Europe : xénophobie et racisme, extrémisme de droite, retour du/au religieux salué comme

construite à chaque rencontre, nous n'aurions jamais tenu aussi longtemps – et nous n'aurions pas non plus surmonté les désaccords et les crises internes. Car il y en eu quelques-unes, et de mémorables...

Nous nous proposons aussi d'être un groupe militant intervenant dans son aire d'implantation pour soutenir et éventuellement impulser des luttes émancipatrices. Avec de nombreux autres, nous avons évidemment pris pleinement notre place dans les rares mobilisations d'ensemble de la période (les grèves de novembre décembre 1995, les mobilisations contre les "réformes" des régimes de retraite de 2003 et 2010, la campagne contre la



Publié en dernière page de
«A Contre Courant syndical et politique»
n° 43 (février 1993)

ratification du projet de traité constitutionnel européen en 2004-2005, le mouvement contre le CPE en 2006), tout comme nous avons cherché à implanter et dynamiser localement quelques mouvements de dimension nationale (AC !, Ras l'Front, le comité pour l'abolition des dettes publiques).

Bon nombre de nos initiatives éditoriales ont connu un certain retentissement. Vous pourrez les retrouver sur notre site, où [tous les numéros parus seront en accès libre](#); plus d'une centaine le sont déjà.

Pendant plus de dix ans d'une lutte finalement victorieuse, nos publications ont relayé les activités du comité de soutien à un enseignant muté d'office - membre de notre équipe - qui était devenu la cible de représailles politiques après son éviction de ses

responsabilités du SGEN-CFDT et le retour de Chirac à Matignon en 1986; nous ne nous sommes pas fait que des amis lorsque nous avons dénoncé vigoureusement certaines dérives de l'ultra-gauche qui faisaient leur réapparition au sein même de Ras l'Front; nous avons cherché à promouvoir le vote nul pour mettre en évidence les limites de la «démocratie» représentative; etc.

Et nous avons été à l'initiative de quelques mobilisations et luttes locales. Sans être négligeable par moments, notre bilan sur ce plan a cependant d'emblée été modeste. Outre que nous n'avons jamais dépassé la douzaine de personnes à nos réunions (la plupart du temps, nous nous sommes même retrouvés moitié moins), nous avons toujours souffert du handicap d'être géographiquement dispersés pour des raisons professionnelles et familiales, ce qui entravait singulièrement notre capacité d'intervention sur le terrain. Sans compter la pente déclinante des luttes...

Rapidement donc, notre activité s'est pour l'essentiel réduite à la publication d'ACCsp. Celle-ci n'était pas initialement conçue comme une fin en soi. Au contraire, dans notre esprit, il s'agissait essentiellement d'un moyen de diffuser des idées et des analyses devant permettre la formation, l'extension et la densification d'un réseau de groupes comme le nôtre, sur la base d'une communauté de références et de pratiques politiques. C'est pourquoi nous avons toujours accepté que participent à notre comité de rédaction des camarades appartenant à d'autres groupes ou organisations (en veillant cependant à ne pas nous laisser noyauter ou même seulement satelliser) tout comme nous avons longtemps organisé ce que nous nommions ironiquement notre «université d'été» dans notre vallée vosgienne préférée qu'un certain nombre de nos lecteurs, actuels ou passés, ont fréquentée. Ils pourront confirmer que la convivialité d'ACC n'était pas un vain mot... Et nous avons inversement fait de nombreuses fois des déplacements pour répondre à de semblables invitations. Cela nous a certes valu de voir régulièrement certains camarades nous rejoindre, compensant ainsi des départs dus à différentes raisons, pas toutes politiques. Mais cela n'a cependant pas suffi à conférer au réseau précédemment évoqué suffi-

La cheville ouvrière

La vie d'ACC a été loin d'être «un long fleuve tranquille» ! Encore a-t-il fallu, pour lui donner vie et reproduire sur papier nos idées géniales, généreuses, utopiques, révolutionnaires, folles, etc, etc, des soutiens pour faire concrètement le travail manuel. On peut même dire sans crainte d'être démentis que, sans cela, notre débauche de réflexions intellectuelles serait restée au stade de vœux pieux.

J'ai rarement pris la plume, trop rarement même, malgré les demandes insistantes de mes camarades. Je ne leur jetterai donc pas la pierre puisque j'avais accepté, de fait, la division du travail entre «intellectuels» et «manuels». J'ai donc été aux sens propre et figuré du terme, une des petites chevilles ouvrières de la glorieuse revue ACCsp.

Une fois que d'autres avaient passé plusieurs dizaines d'heures de travail de saisie, de mise aux normes des adresses, de fabrication du jeu d'étiquettes, de préparation de routage, de facturation, j'étais chargé de l'étape d'impression.

J'ai imprimé, à la suite de notre ami Pierre Wendling, pendant plusieurs années, mois après mois notre journal ou revue. Jamais personne d'ailleurs n'a su dire clairement si c'était plutôt un journal ou une revue, ou l'inverse ! Peu importe ! Mais j'en profite un peu maintenant pour faire découvrir à nos fidèles lectrices et lecteurs l'envers du décor.

Ainsi, la confection d'un seul numéro de 16 pages représentait 24000 passages avec machine, plus 1500 pour imprimer le titre de couleur rouge, qui vous envoi généreusement dans les 80 à 85 décibels dans les oreilles, cela pendant 5 à 7 heures que durait le tirage. Ultime petite précision : la machine était, et est encore logée dans une de nos chambres à coucher, plus exactement au pied du lit tandis que les stocks de papier vierge s'empilaient dans notre propre chambre et parfois sous le lit.

Cette opération d'impression terminée, je procédais à l'assemblage, manuellement, pendant de nombreuses années, souvent seul, ou aider de temps en temps. Juste pour vous donner une petite idée : imaginez-vous un instant avec 8, 9 ou 10 piles de papier devant vous, d'une hauteur de 16 à 18 cm chacune; vous prenez une feuille de chaque pile qui après assemblage, agrafage en coin forme une revue et la répétition de cette opération 1500 fois. Au bout de 6 à 8 h de labeur, l'assemblage du numéro

samment de vitalité ; et, hormis un long compagnonnage de route avec Alternative libertaire (nos éditos respectifs ont été régulièrement publiés dans nos deux revues), nos tentatives pour nouer des contacts n'ont guère été fructueuses, si l'on veut excepter les liens, assez brefs, noués avec les équipes de *Carré Rouge*, d'*A l'Encontre* et, ceux, beaucoup plus longs, établis avec quelques militants des *Amis de l'Émancipation Sociale*.

Là encore, il faut y voir le poids d'une dynamique contre-révolutionnaire qui a accentué - y compris probablement dans nos rangs, mais aussi chez ceux avec lesquels on aurait pu faire un bout de chemin ensemble - une forme de repli sur soi résultant en partie des difficultés à assumer les tâches pratiques de coordination qu'auraient impliqué des rapprochements plus durables. Résultant aussi du fait que nous n'avons guère ren-

res... qu'il suffisait de mettre en oeuvre pour en apprécier toute l'efficacité...

Est donc restée la seule publication périodique d'ACCsp, bien sûr censée s'autogérer. Défi immense que celui de sortir un tel bulletin à raison de dix numéros par an (parfois onze, en comptant le fac-similé de prospection), de dix, douze puis seize, dix huit, voire vingt pages par numéro et d'en diffuser quelque quinze cents exemplaires par numéro. Défi que d'assister aux réunions en parcourant jusqu'à plusieurs centaines de kilomètres. Défi que de remplir les colonnes d'ACCsp en rédigeant des articles originaux sur quelques-uns des sujets d'actualité présentant un intérêt du point de vue de l'avancée ou (malheureusement plus souvent) du recul des luttes émancipatrices. Ou de choisir et de reprendre des articles n'émanant pas de membres du comité de réalisation, éventuellement déjà publiés mais dont

l'intérêt commandait qu'on en amplifie la diffusion (c'était là une autre manière de tisser les liens du réseau que nous tentions de mettre sur pieds). Défi surtout de confectionner le bulletin au moindre coût, demandant un travail d'impression⁽¹⁾ et d'assemblage qui, en dépit de l'amélioration de notre matériel, a constamment coûté de longues heures à chaque numéro pour assurer une fabrication intégralement «maison». On vous laisse imaginer la détermination dont il fallait faire preuve pour s'attaquer 10 ou 11 fois par an à près de 70 kg de papier, feuille après feuille, donc 5 grammes après 5 grammes, lors de «l'assemblage», à la main, de chaque numéro (voir encadré); il n'y a que ces deux ou trois dernières années qu'on a pu faire régulièrement appel à une machine à assembler. Défi encore que celui consistant à répondre régulièrement aux courriers, à gérer le fichier des abonnés, pour le mettre à jour et pour relancer périodiquement les anciens abonnés, en prospector sans cesse de nouveaux ; sans contester la tâche la plus fastidieuse et la plus chronophage de toutes. Défi enfin que celui de diffuser le bulletin en surmontant les tracasseries d'une administration de la Poste sans cesse plus pointilleuse et arbitraire dans ses exigences de routage à l'égard d'une presse militante dont elle rêve de se débarrasser ; comment évaluer le temps consacré, l'énergie et les compétences informatiques qu'il a fallu déployées

complet du mois est terminé. Combien de millions de feuilles ai-je assemblé ? 1 million, 2 millions, plus ? Peu importe ! J'y croyais, et seul, la foi dans l'action, pas celle du charbonnier, mais celle du militant m'a permis de renouveler cette tâche au fil des années, certes pas très noble mais indispensable parmi d'autres pour permettre à ACC de vivre.

Après l'assemblage, il fallait plier chaque numéro afin que l'un d'entre nous appose l'étiquette et finalise le routage, domaine en principe «réservé» à Bernard, quand il n'incombait pas, en partie, à d'autres soutiers polyvalents (assembleurs, agrafeurs, plieurs, routeurs) recrutés pour faire fonctionner ce que l'on appelait «l'atelier clandestin», mais dont les noms ont rarement été mentionnés dans le «comité de réalisation». Ah oui, j'allais oublier : assemblage, pliage et étiquetage se faisaient sur les tables de la salle à manger et de la cuisine. Autrement dit, une fois par mois, notre maison appartenait à ACC et cette journée bien remplie se terminait autour d'une assiette et d'une bonne bouteille ! Cela était devenu une tradition à laquelle nous dérogeions rarement.

Au moment de tourner la page, je ne regrette pas tous les efforts, voire parfois sacrifices consentis, car cette aventure m'a permis de magnifiques rencontres et surtout d'apprendre ce que jamais aucune école n'aurait pu m'enseigner : l'engagement.

Bien sûr, ce ne sont pas seulement les dernières réunions mensuelles d'ACC qui me devenaient de plus en plus pénibles à vivre et commençaient à ressembler à une corvée, qui ont pesé dans ma décision de «tourner la page» mais un ensemble de causes qui, mises bout à bout, finissent par «détruire» un militant «aguerri», ou qui du moins, croyait, ou pensait l'être !

Ultime précision : aucun d'entre nous ne s'est enrichi financièrement, bien au contraire ; cela va de soi, mais c'est encore mieux de l'écrire !

Daniel

pour adapter notre fichier électronique d'adresses aux normes drastiques progressivement imposées ?

Une somme immense de travail à chaque fois, pris sur les heures de loisirs des uns et des autres, et bien évidemment totalement bénévole. Une rage accumulée aussi, face au véritable sabotage de tous ces efforts orchestré par les libéraux privatiseurs de La Poste et fossoyeurs de la presse libre; une rage qui explique la radicalité des propositions à mettre en oeuvre énoncées ces dernières

DES LEUR ARRIVÉE EN ALSACE
DES ENARQUES NOUS ONT
GENTIMENT CONSEILLÉS



Publié en dernière page du n° 33 (avril 1992)

contré de groupes donnant un exemple séduisant de dynamisme autogestionnaire ni de succès et de pertinence politiques.

A tous les coups, parmi nous, comme au sein des équipes que nous rencontrions, dans le terme «autogestion» c'est la dimension «gestion» qui posait problème. Sans que cela soit clairement dit, puisque c'était toujours camouflé derrière des envolées, belles et unanimes, vantant les avantages démocratiques et les vertus émancipatrices des pratiques autogestionnaires.

anciens abonnés, en prospector sans cesse de nouveaux ; sans contester la tâche la plus fastidieuse et la plus chronophage de toutes. Défi enfin que celui de diffuser le bulletin en surmontant les tracasseries d'une administration de la Poste sans cesse plus pointilleuse et arbitraire dans ses exigences de routage à l'égard d'une presse militante dont elle rêve de se débarrasser ; comment évaluer le temps consacré, l'énergie et les compétences informatiques qu'il a fallu déployées

années dans nos colonnes pour défendre la «[petite presse libre en danger](#)» (voir [pages suivantes 14 et 15](#)).

Le doute n'est pas permis : il y a trois décennies, malgré notre fougue et notre jeunesse, nous n'aurions pas pu paraître longtemps si nous avions été immédiatement confrontés à tous les obstacles réglementaires progressivement mis en place par la Poste et la CPPAP.

Pourquoi ACCsp ne peut plus être

Le miracle est que nous soyons parvenus à relever tant de défis pendant près de trente ans avec les moyens très limités pour ne pas dire dérisoires qui étaient les nôtres. Mais, si nous avons été capables de tenir si longtemps, pourquoi lâcher maintenant ?

Il nous arrivait de nous dire tout bêtement : en l'absence de relève (la moyenne d'âge au sein du comité de réalisation dépasse nettement la soixantaine), il va bien falloir se décider à fermer la boutique un jour ! Toujours les mêmes effectuant toujours les mêmes tâches, sans qu'on puisse envisager ni répit ni rotation, voilà qui ne porte guère à l'enthousiasme. Une certaine forme de découragement a pu résulter, aussi, d'un regard (trop ?) lucide sur un monde où la jeunesse ne donne pas l'impression, elle, de vouloir franchement affronter ce système qu'on affronte depuis des décennies. Alors, si, décidément, l'horizon reste bouché, à quoi bon continuer à s'obstiner ?

Dans un climat où les tensions internes devenaient plus difficiles à surmonter, certains d'entre nous ont, ces derniers mois, manifesté leur désir d'alléger leur charge de travail à l'intérieur du comité de réalisation d'ACCsp voire de s'en trouver libérer purement et simplement. Y ont contribué leur avancée en âge et, plus sûrement encore, une forme de découragement à l'égard du peu de résultat obtenu au regard de l'ampleur de leur investissement et, surtout, de l'immensité des défis que nous lance un monde qui ne cesse d'aller de mal en pis au fur et à mesure où la contre-révolution continue à se développer.

Nous n'avons pas souvent rencontré de difficultés à remplir nos colonnes d'articles de notre cru, sauf, parfois, quand notre éditorialiste attiré renâclait à se sacrifier à la tâche... Mais la pertinence et l'originalité de nos textes ont pu pâtir au cours des ans de notre vieillissement et de ses éventuels effets délétères en matière d'énergie ou de clairvoyance. Si, en

interne, la question a pu faire l'objet de quelques observations plus ou moins gentilles, on n'a pas vu, en tout cas, de lecteurs qui nous l'aient reproché. Les échanges pouvaient carrément tourner à l'aigre ces derniers mois quand le maquettiste faisait sentir un peu trop lourdement que, à chaque numéro, il disposait, en réserve, de quoi doubler la pagination... mais avec des textes repris d'auteurs «externes» qui suscitaient souvent davantage d'intérêt de la part de nos lecteurs que la «banale» production interne.

On ne culpabilise pas pour autant. Que notre «oeuvre» ait été entachée d'insuffisances est parfaitement compréhensible : une poignée (au sens littéral, et même quelquefois moins) de militants ne peuvent prétendre *sérieusement* éclairer systématiquement de leurs lumières analytiques et critiques des phénomènes aussi divers et complexes que la crise écologique générale, les méandres d'une crise de surproduction capitaliste qui ne cesse de rebondir, la dynamique des «révolutions» en cours dans les pays arabes, la montée des mouvements d'extrême droite, etc, tout en s'efforçant, sur le terrain, de mettre en pratique les considérations théoriques développées dans nos colonnes.

Il faut bien aussi constater également que notre lectorat a vieilli en même temps que nous. Le nombre de nos *nouveaux* abonnés a beaucoup fléchi, notamment ces derniers mois, alors qu'il avait considérablement augmenté au cours de la décennie 90 pour se stabiliser ensuite, depuis l'année 2002, avec quelques légères fluctuations à la hausse comme à la baisse⁽²⁾. Nous sommes assez mal placés pour dire si cette influence stagnante depuis plus d'une décennie résulte d'une qualité d'ACCsp perçue comme étant insuffisante. Ce qui est sûr, en tout cas, c'est que nos abonné-e-s fidèles n'ont pas cessé - bien au contraire - de nous faire des compliments aussi bien sous la forme d'encouragements écrits que sous la forme d'une augmentation de leur soutien financier qui a permis jusqu'ici de compenser les hausses vertigineuses de certains coûts, comme les tarifs postaux.

La baisse récente du nombre de nouveaux abonnés ces derniers mois peut aussi s'imputer aux difficultés

croissantes que nous avons rencontrées à faire de la prospection, du fait, encore une fois, des obstacles dressés par la Poste. Elle pourrait s'imputer aussi au contexte inquiétant où l'on voit le nombre de lecteurs de la presse écrite littéralement s'effondrer pour certains titres, ce qui n'était quand même pas notre cas, grâce, répétons-le, à la fidélité remarquable de nos plus anciens abonnés. Quelle que soit l'interprétation que l'on donne - et sur ce point aussi nous avons eu en interne de vifs débats -, une chose est sûre : **la conjugaison de cette baisse globale du nombre d'abonnés et de l'augmentation des tarifs postaux au 1^{er} janvier 2014 nous aurait obligés à paraître en supportant un déficit financier à chaque numéro. Un déficit qui se serait encore alourdi lors des prochaines étapes d'application du «protocole Schwartz» (voir [pages suivantes 12 et 13](#)).**

En somme, ACCsp est une formule qui stagne depuis plus de dix ans sans que les militant-e-s qui l'ont porté parviennent à lui donner un nouvel élan. C'est qu'il aurait fallu des qualités vraiment exceptionnelles à notre petit

**Notre plus fidèle lectrice,
Soeur Marie-Thérèse des Batignolles*,
est toujours restée critique :**



groupe pour parvenir à résister indéfiniment à l'hostilité multiforme et grandissante du contexte tout en gardant suffisamment d'énergie pour convaincre et progresser «à contre courant».

C'est donc au bout d'un long processus et de nombreux épisodes -



Paru en dernière page du n° 204 (mai 2009) d'«A Contre Courant syndical et politique», rubrique «Le Capital dans tous ses délires»

dont, pour des raisons évidentes, une partie seulement a pu paraître dans nos colonnes ces derniers mois - que l'assemblée générale de l'association A Contre-Courant⁽³⁾, éditrice d'ACCsp et dépositaire de son titre, s'est finalement résignée à décider la cessation de parution.

Certes, quelques membres du comité de réalisation prétendent toujours pouvoir surmonter les difficultés, maintenir malgré tout cette formule, et continuer à faire paraître ACCsp. Pour être crédibles - ne serait-ce que sur un plan strictement matériel - il eût au minimum fallu qu'ils acceptent de prendre en compte certains obstacles matériels et qu'ils aient montré quelques compétences particulières à sortir le bulletin de l'ornière dans laquelle il est resté ces dix dernières années. Ni eux, ni personne au sein de l'équipe, n'a su atténuer les tensions qui deviennent forcément plus vives dès lors que les difficultés s'accroissent. On a même pu s'interroger parfois sur les capacités que nous avions encore à respecter les principes politiques et démocratiques de nos origines...

En militants malgré tout avisés que nous restons, et en gestionnaires consciencieux que nous avons toujours été - c'est aussi une explication de notre longévité -, nous préférons nous arrêter avant que nos caisses se vident et que notre moral soit complètement à plat. D'autant qu'en défen-

seurs acharnés de la liberté d'expression, notamment écrite, nous nous disons que nous pourrions encore - autrement qu'avec des slogans et des appels à s'abonner à notre revue parce qu'elle serait la meilleure - utiliser ce qui nous reste de moyens pour soutenir la «petite presse libre en danger» et ce, conformément aux statuts de l'association éditrice que nous avons créée il y a presque trente ans (voir [nos propositions pages 14 et 15](#)).

De plus, nous conservons des moyens d'expression. En effet, dès la fin des années 1990, nous avons franchi le pas de la «modernité» en nous installant sur la toile avec le site (<http://www.acontrecourant.org>). Aussi paradoxal que cela puisse paraître, c'est à ce moment là que son efficacité pour l'impact et la diffusion d'ACC a été la

meilleure. Pourtant, la technique de mise en ligne, d'une maîtrise plus délicate qu'aujourd'hui, nous amenait à l'époque à ne publier que du texte brut. En tout cas, il ne se passait pas une semaine sans que plusieurs internautes nous sollicitent pour recevoir un ou deux exemplaires papier d'ACCsp, avant de s'abonner. A ce moment là, l'*auxiliaire* Internet qui permettait de nous faire connaître plus largement a bien joué son rôle.

Les choses ont changé : si le site est devenu aujourd'hui beaucoup plus riche et attrayant, tout porte à croire que, comme des milliers d'autres, il n'est consulté, sauf exceptions (deux ou trois sur la centaine relevé quotidiennement par le compteur ?), que de manière assez superficielle, voire accidentelle. On a mis en place depuis longtemps un dispositif de vente par paiement Paypal de la version électronique PDF du dernier numéro paru : les ventes restent ridiculement faibles. On a tenté également de mettre en place il y a quelques années un abonnement annuel à la version PDF d'ACCsp : à l'époque, peu de répondant et beaucoup de problèmes techniques nous ont fait renoncer à ce dispositif; pourquoi serait-il envisageable aujourd'hui ?...

Le nombre de consultations [du site](#) a toujours été plus élevé dans la période suivant la parution papier d'ACCsp, pour diminuer ensuite. Ce qui montre que la meilleure formule

aurait consisté à organiser une complémentarité entre ce qui paraît dans la version papier et ce que l'on met en ligne sur le site. Nous n'avons qu'assez récemment, et partiellement, fait usage de cette technique qui englouti, elle aussi, pas mal de temps militant : à côté des anciens numéros en accès libre, des articles complémentaires inédits, ou des versions longues de textes parus dans l'édition papier, ont été plusieurs fois mis en ligne. Des dossiers pour l'action (sur la dette publique, par exemple) aussi.

S'il ne permet certes pas d'obtenir le même impact et les mêmes effets politiques qu'une revue papier, un site électronique présente néanmoins des avantages et une souplesse dont on ne va pas se priver.

Et puis, imaginez qu'on finisse par sortir de la phase contre-révolutionnaire ci-dessus décrite pour entrer tout à coup dans une période - comme celle que les fondateurs d'ACCsp ont connu autour de leurs vingt ans - où l'on s'arracherait à nouveau notre prose rebelle. Dans cette hypothèse là - chère lectrice, cher lecteur, laissez-nous rêver un instant ! - nous verrions se multiplier à grande vitesse, et sans efforts démesurés de notre part, le nombre des consultations de notre site. Au point qu'alors, sans la moindre hésitation, nous (re)lancerions une version papier d'A Contre Courant, nouvelle série, qui sera bien sûr réalisée par une équipe composée des éléments les plus subversifs d'une jeunesse en lutte...

(1) Après avoir débuté sur une offset détenue par l'union locale CFDT de Thann (voir texte précédent), nous avons usé plusieurs duplicopieurs achetés neufs (mais jamais à crédit) et soumis à rude épreuve, puisque ayant supportés plusieurs millions de tirages.

(2) La même technique (et la même quantité) de prospection appliquée dans les années 1990, où elle a été à l'origine d'une belle progression de nos nouveaux abonnés, ne produit plus du tout les mêmes effets aujourd'hui, où nos efforts de recherche de nouveaux lecteurs restent quasiment sans effet depuis près de deux ans, après s'être stabilisés pendant dix ans à un niveau qui permettait le renouvellement des départs «naturels». Un peu comme si le corps social, saturé, ne pouvait plus accepter une plus large diffusion des analyses et des idées que l'on porte. Chacun comprendra que l'observation de cette tendance statistique lourde et longue nous ait aussi conduit au pessimisme, d'autant qu'aucune ressource nouvelle n'était mobilisable dans notre groupe pour espérer la contrecarrer.

(3) Association loi 1901, n° W523001373.